

Un jeune Kosovar à Pristina, après un bombardement de l'Otan, en 1999. A. ABBAS, MAGNUM PHOTOS

Par
HALA KODMANI

Une guerre totale, massive, avec le concours de l'aviation, des chars et de près de 20 000 hommes. L'offensive en Ukraine est la sixième intervention militaire directe de la Russie hors de ses frontières depuis que Vladimir Poutine est au pouvoir. Depuis plus de vingt ans, le président russe a multiplié les conflits, enchaînant une guerre après l'autre sur différents terrains en Europe, au Moyen-Orient et d'une certaine manière en Afrique, pour réimposer la Russie comme puissance mondiale.

1998-1999 Kosovo

Futur successeur du président Boris Eltsine, Poutine est pleine ascension quand le dernier des conflits des Balkans débute en 1998. Au Kosovo, province de la Serbie, les Albanais majoritaires se rebellent contre le pouvoir du président serbe Slobodan Milosevic qui a déclenché la désintégration yougoslave en 1989. L'armée serbe réprime féroce la révolte, entraînant la mort de plus de 11 000 civils et le déplacement de centaines de milliers de personnes. Après l'échec de l'ONU à faire respecter ses résolutions et embargos, les forces de l'Otan interviennent en mars 1999, d'abord par une campagne aérienne contre le territoire serbe. L'armée russe est dépêchée à son tour sur le terrain pour soutenir la Serbie, comme elle l'a fait lors des précédents conflits des Balkans. Mais face à la pression occidentale, la diplomatie russe recule en retirant ses forces armées et en s'engageant à participer à la stabilisation du Kosovo. En juin 1999, un accord est signé à Helsinki entre Moscou et Washington, prévoyant une participation russe aux forces de maintien de la paix au

Poutine, saigneur de guerres depuis le début

Du Kosovo à la Syrie, le maître du Kremlin a entamé dès son arrivée au pouvoir un cycle d'offensives meurtrières, de coups de force et de déstabilisations politiques au nom de la grandeur russe.

Kosovo. Les combattants albanais acceptent alors de rendre les armes.

1999-2009 Tchétchénie

C'est la première guerre, longue et meurtrière, menée par Vladimir Poutine, qui vient d'arriver au pouvoir et affronte les indépendant-

tes tchétchènes dans ce qu'il appelle une «opération antiterroriste». Une première guerre s'était déroulée entre 1994 et 1996 dans cette république du Caucase, opposant les indépendantistes et les forces russes, trois ans après le démantèlement de l'Union soviétique. Moscou envoie alors 30 000 hommes

pour remettre au pas la province rebelle. En 1995, l'armée russe pénètre dans la capitale, Grozny, après l'avoir massivement bombardée. Elle occupera la Tchétchénie jusqu'à la signature en août 1996 d'un accord de paix avec Moscou qui ouvre la voie à l'indépendance de facto de la république.

Trois ans plus tard, les Russes commencent à bombarder la Tchétchénie. Les troupes de Poutine entrent dans le pays en octobre pour affronter «les terroristes islamistes» tchétchènes, comme il les surnomme. «On ira buter [les terroristes] jusque dans les chiottes», promet-il. En février 2000, les forces russes prennent Grozny, qui sera quasiment rasé par les bombardements. Au cours de ces dix ans d'affrontements, le conflit déborde avec des actions terroristes jusqu'à Moscou, où une prise d'otages dans un théâtre se termine en bain de sang lors de l'assaut des forces russes. Le bilan de ces années de guerre est lourd : des experts allemands évaluent à 80 000 le nombre de victimes tchétchènes entre 1999 et 2005. Côté russe, les chiffres officiels font état de plus de 4 500 morts au sein des forces fédérales. Il y en aurait eu cinq fois plus, selon certaines estimations. De 1991 à 1999, plus de 250 000 Russes ont quitté la Tchétchénie, mais aussi des Tatars, des Ingouches et des juifs. Au total, la Tchétchénie aurait perdu plus de la moitié de sa population. En février 2007, Vladimir Poutine place Ramzan Kadyrov à la tête du pays. Le Président, qui se présente comme un «fidèle fantassin» de son homologue russe, installe à Grozny un régime ultra-autoritaire, toujours en place aujourd'hui.

2008 Géorgie

Un scénario très similaire à celui qui se déroule actuellement en Ukraine est mis en

Première guerre globale livrée au Moyen-Orient et en Méditerranée, le conflit syrien marque une volonté de projection militaire de la Russie loin de ses frontières.

œuvre par Vladimir Poutine en Géorgie. En août 2008, après une attaque armée des forces géorgiennes contre les provinces séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, l'armée russe intervient en prétendant sauver la population russophone de ces provinces qui seraient menacées de «génocide». C'est exactement la même rhétorique qu'utilise aujourd'hui le président russe pour parler des républiques séparatistes du Donbass. Port et aéroport sont bombardés par l'armée de Moscou. Poutine justifie l'opération par la nécessité de contrer «la politique criminelle» de la Géorgie. Celle-ci fait appel à une aide internationale urgente. Après cinq jours de combats, les belligérants acceptent un plan négocié par la France, qui assure alors la présidence tournante de l'Union européenne. Après avoir dépeché Bernard Kouchner, son ministre des Affaires étrangères, dans la capitale géorgienne, Nicolas Sarkozy se rend à Moscou et Tbilissi et vante son succès diplomatique qui aurait permis de stopper l'avancée de l'armée russe. En réalité, l'intervention de la France et de l'Union européenne a surtout permis d'entériner politiquement la victoire militaire de la Russie et le contrôle par cette dernière des territoires de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, soit 20% du territoire géorgien. Le document signé sous la houlette de Sarkozy ne fait aucune mention de l'intégrité territoriale géorgienne. Selon la Croix-Rouge, le conflit a déplacé 40000 personnes. Un nettoyage ethnique s'est depuis poursuivi dans les deux républiques «autonomes».

2014 Crimée et Donbass

Plus qu'une guerre, c'est un puissant coup de force qu'impose Vladimir Poutine au monde en 2014, pour mettre la main sur la péninsule stratégique de la mer Noire, appartenant alors à l'Ukraine. L'opération commence au lendemain de la répression de la révolution ukrainienne en février 2014 et la destitution du président pro-russe Viktor Ianoukovitch. Considérant le nouveau gouvernement ukrainien comme «illégitime», l'armée russe se déploie le long de la frontière et en Crimée, tout en niant sa présence. Il s'agirait de «forces locales d'auto-défense», prétend alors Moscou. Le Parlement de Crimée déclare l'indépendance de sa «république autonome de Crimée et Sébastopol». Un référendum est organisé en toute hâte le 16 mars 2014, dans la péninsule peuplée majoritairement de Russes qui demandent leur rattachement à la fédération de Russie. Soit l'annexion de la péninsule à Moscou. Le gouvernement ukrainien doit retirer ses forces de Crimée en attendant une réaction internationale. Celle-ci s'exprime essentiellement sous forme de condamnation verbale unanime et de non-reconnaissance du fait accompli de cette annexion. Dans le même temps, dans l'est de l'Ukraine, des manifestations opposées au gouvernement ukrainien se transforment en insurrections armées dans la région du Donbass. Début avril 2014, deux «républiques populaires» séparatistes sont proclamées à Louhansk et Donetsk. L'armée ukrainienne tente d'intervenir sans succès face aux forces locales soutenues par l'armée russe. Les combats se poursuivent au début de l'année 2015, jus-

qu'au cessez-le-feu signé à Minsk le 12 février, qui résulte d'une intervention de la France et de l'Allemagne. François Hollande et Angela Merkel se rendent à Moscou et Kiev pour négocier un plan de règlement global. Ils réunissent Vladimir Poutine et Petro Porochenko, le président ukrainien, et signent à quatre un plan en 24 points pour résoudre le conflit. Cet «accord de Minsk», resté la référence internationale mais qui n'a jamais vraiment été appliqué, a été dénoncé comme «caduc» par Poutine à la veille de son invasion de l'Ukraine.

Depuis 2015 Syrie

Première guerre globale livrée au Moyen-Orient et en Méditerranée, le conflit syrien marque une volonté de projection militaire de la Russie loin de ses frontières. Après avoir assuré un soutien politique et diplomatique solide au régime de Bachar al-Assad, notamment à l'ONU, depuis le début de la révolte en Syrie en 2011, Vladimir Poutine décide d'une intervention directe et massive de son armée en Syrie. Il s'agit de sauver le pouvoir de son allié syrien qui perd le contrôle de la majeure partie de son territoire. L'Etat islamique est au maximum de son extension territoriale et la coalition internationale anti-terroriste menée par les Etats-Unis a lancé ses campagnes aériennes contre les jihadistes en Irak et en Syrie. La Russie prétend également intervenir contre l'Etat islamique «à la demande du gouvernement syrien» le 30 septembre 2015.

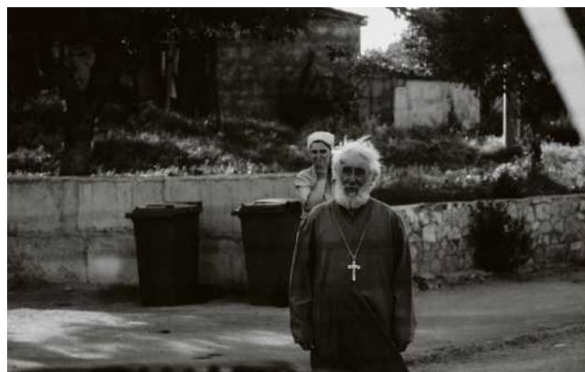
Elle déploie dans la région littorale de Lattaquié, fief du clan Assad, une force de plusieurs milliers de soldats (sans donner de chiffres officiels) et de dizaines de chasseurs-bombardiers et d'hélicoptères qui joueront un rôle majeur dans les opérations qui suivent. Des mois de bombardements aériens massifs et meurtriers sur les zones contrôlées par les groupes rebelles syriens n'épargnent pas les civils et visent des marchés, des hôpitaux et des écoles. Ils s'accompagnent du siège des principales villes contrôlées par l'opposition dans la périphérie de Damas et à Alep. L'intervention de la Russie reverse le cours de la guerre en Syrie, permettant au régime de regagner une grande partie du terrain qu'il avait perdu face aux rebelles et aux jihadistes. Dans le même temps, Vladimir Poutine, devenu le maître du jeu diplomatique en Syrie et plus largement dans la région, s'entend avec l'Iran et même avec la Turquie d'Erdogan pour répartir leurs influences sur le pays. D'autant que les pays occidentaux se désintéressent alors de la Syrie, surtout après avoir vaincu le califat autoproclamé de l'Etat islamique.

Des interventions niées en Afrique

Outre ces guerres clairement déclarées et menées ouvertement par son armée, la Russie s'est impliquée militairement dans plusieurs conflits loin de ses frontières, sans le reconnaître. Vladimir Poutine a recours pour ce faire aux mercenaires du groupe Wagner. Une société gérée par l'un de ses plus proches, directement lié au Kremlin. Ces miliciens de sinistre réputation sont apparus sur différents théâtres d'opérations militaires impliquant plusieurs forces internationales, dont la Libye, la République centrafricaine ou le Mali. En un peu plus de vingt ans au pouvoir, Vladimir Poutine a toujours préparé ou livré une guerre sous différents prétextes. Invoquant tantôt les menaces contre la Russie, la lutte contre le terrorisme ou comme tout dernièrement la «dénazification» de l'Ukraine, il a cherché à diaboliser ses «ennemis» pour justifier ses entreprises belliqueuses. Mais le schéma de construction d'une pseudo-justification puis d'une intervention s'est finalement maintes fois répété, tout au long d'une meurtrière double décennie. ♦



Un soldat russe à Grozny (Tchétchénie), en 2000. THOMAS DWORZAK. MAGNUM PHOTOS



A Gori (Géorgie), en août 2008. ALEX MAJOLI. MAGNUM PHOTOS



A la morgue de Donetsk (Ukraine) en juillet 2014. JEROME SESSINI. MAGNUM PHOTOS



A Alep (Syrie), en 2015. EMIN ÖZMEN. MAGNUM PHOTOS